

2° driemaandelijks het verbruik van het bewaarde zaad en de uitgevoerde inseminaties aangeven bij de onder § 1, 1° van dit artikel bedoelde vereniging;

3° op zijn bedrijf geen hoeveelheid zaad in voorraad houden die de behoefte van drie maand zou overtreffen.

Art. 51. § 1. De rundveehouder dient bij de bevoegde provinciale vereniging van veefokkers een aanvraag in hetzij om zaad op zijn bedrijf in voorraad te houden hetzij om zelf zijn veestapel te insemineren. De aanvraag vermeldt de voorwaarden die de aanvrager dient na te leven overeenkomstig artikel 50 van dit besluit.

§ 2. Na onderzoek van de aanvraag levert de bevoegde provinciale vereniging van veefokkers aan de betrokken rundveehouder de toelating af of deelt hem de reden van weigering mede.

§ 3. De in § 2 van dit artikel voorziene toelating wordt, eventueel op voorstel van de Veeteeltendienst van het Ministerie van Landbouw, ingetrokken door de bevoegde provinciale vereniging van veefokkers indien zijzelf of het voormeld bestuur vaststelt dat de betrokken rundveehouder de voorwaarden, zoals voorzien in artikel 50 van dit besluit, niet of niet meer vervult ».

Art. 2. Artikel 58 van hetzelfde ministerieel besluit wordt ondergebracht in een Hoofdstuk V. Slotbepaling.

Brussel, 13 januari 1984.

P. DE KEERSMAEKER

2° signaler tous les trois mois la consommation de sperme détenu et les inséminations effectuées à l'association visée au § 1, 1° du présent article;

3° ne pas détenir dans son exploitation une quantité de sperme qui dépasserait les besoins pour trois mois.

Art. 51. § 1. Le détenteur de bétail bovin introduit auprès de l'association provinciale d'éleveurs de bétail bovin compétente une demande soit pour détenir du sperme dans son exploitation, soit pour inséminer lui-même son cheptel. La demande reprend les conditions à respecter par le demandeur, conformément l'article 50 de cet arrêté.

§ 2. Après examen de la demande, l'association provinciale d'éleveurs de bétail bovin compétente délivre l'autorisation ou communique la raison du refus au détenteur de bétail bovin concerné.

§ 3. L'autorisation prévue au § 2 du présent article est retirée, éventuellement sur proposition du Service de l'Élevage du Ministère de l'Agriculture, par l'association provinciale d'éleveurs de bétail bovin compétente, si elle-même ou l'administration précitée constate que le détenteur de bétail bovin concerné ne respecte pas ou plus les conditions prévues à l'article 50 de cet arrêté ».

Art. 2. L'article 58 du même arrêté ministériel forme un Chapitre V. Disposition finale.

Bruxelles, le 13 janvier 1984.

P. DE KEERSMAEKER

## EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

### COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 84 — 375

20 JANVIER 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux membres du Conseil supérieur des Wallons et des Bruxellois de l'extérieur et au fonctionnement du Conseil

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 22 décembre 1982 créant le Conseil supérieur des Wallons et des Bruxellois de l'extérieur;

Vu l'avis du Conseil d'État;

Sur la proposition du Ministre Président, chargé des affaires culturelles et des relations extérieures,

Arrêtons :

#### CHAPITRE Ier

##### De la durée du mandat et des modalités de désignation des membres du Conseil

Article 1er. Le mandat des membres du Conseil désignés en vertu des articles 4 et 5 du décret du 22 décembre 1982 créant le Conseil supérieur des Wallons et des Bruxellois de l'extérieur est de six ans. Il est renouvelable.

Art. 2. En vue de la désignation des membres visés à l'article 5 du décret, les associations agréées sont invitées par le Ministre qui a les relations extérieures de la Communauté dans ses attributions à lui présenter, pour la date qu'il détermine, un ou plusieurs candidats aux fonctions de membre effectif et de membre suppléant.

Un candidat peut être présenté à la fois à la fonction de membre effectif et à celle de membre suppléant.

Le candidat à une fonction de membre, effectif peut être désigné comme membre suppléant.

Art. 3. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement des membres effectifs ou suppléants désignés en vertu de l'article 5 du décret, le Ministre qui a les relations extérieures de la Communauté dans ses attributions invite les associations agréées à lui présenter un ou plusieurs candidats pour la date qu'il détermine.

Si, à la date visée à l'alinéa 1er, le nombre de personnes présentées est inférieur au double des sièges vacants, les associations agréées en sont informées par le Ministre, qui les invite à procéder à des présentations complémentaires pour la date qu'il détermine.

Si, à la date visée à l'alinéa 2, le nombre de personnes présentes demeure inférieur au double des sièges vacants, il est sursis à la désignation jusqu'à une vacance ultérieure ou jusqu'au renouvellement du Conseil.

La personne désignée en remplacement d'un membre achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 4. L'Exécutif indique le membre effectif que chaque membre suppléant est appelé à suppléer.

#### CHAPITRE II. — Du fonctionnement du Conseil

Art. 5. Le Conseil supérieur des Wallons et des Bruxellois de l'extérieur a son siège au Commissariat général aux relations internationales.

Art. 6. En cas d'empêchement du Président et de son suppléant, la réunion est présidée par le vice-président le plus âgé, et, à son défaut, par l'autre vice-président. Le doyen d'âge préside dans les autres cas.

Art. 7. La présence de la majorité des membres est requise pour ouvrir la réunion.

Le président reporte la réunion à un autre jour ou à une autre heure lorsqu'il constate, à l'heure fixée pour celle-ci, que la majorité du Conseil n'est pas en nombre.

Art. 8. La présence de la majorité des membres est requise pour la validité des votes.

Si cette condition n'est pas remplie, le président reporte le ou les votes à la réunion suivante convoquée explicitement à cette fin, les votes étant alors valables quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 9. Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les élections et présentations se font au scrutin secret.

Art. 10. Les réunions du Conseil ne sont pas publiques.

Les conditions dans lesquelles une ou plusieurs personnes qui ne sont pas membres du Conseil sont entendues sont fixées par le président.

Art. 11. Tout membre suppléant est informé des réunions du Conseil et peut y assister. Sauf s'il remplace un membre effectif, il n'a pas voix délibérative.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit son suppléant ainsi que le secrétariat du Conseil.

Art. 12. Le secrétaire du bureau du Conseil arrête la liste des membres présents ou absents à chaque réunion, avec mention des motifs d'excuse qui auraient été portés à sa connaissance.

Art. 13. Le président fixe, s'il y a lieu, le délai dans lequel les candidatures au bureau doivent être introduites.

Si le nombre de candidats correspond au nombre de places à pourvoir, le ou les candidats sont proclamés élus.

Art. 14. Le bureau ne se réunit valablement que si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Un membre du bureau peut se faire représenter par un autre membre du bureau, mais personne ne peut disposer de plus d'une procuration.

Art. 15. Le bureau du Conseil a pour mission :

- d'arrêter l'ordre du jour des réunions du Conseil;
- de préparer l'examen des questions à soumettre au Conseil;
- de veiller à l'exécution des décisions du Conseil et, en particulier, à la transmission des avis;
- d'exercer tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement du Conseil.

Art. 16. Le bureau délègue au secrétaire les pouvoirs de gestion journalière qu'il détermine.

Sont considérés en tout cas comme actes de gestion journalière : la signature de la correspondance courante, les accusés de réception et décharges à donner aux administrations des postes, des douanes et des chemins de fer, pour télégrammes, lettres recommandées ou assurés, colis et valeurs.

Les actes qui ne relèvent pas de la gestion journalière sont signés soit par le président ou un vice-président et le secrétaire, soit par le président et un vice-président.

Le secrétaire peut déléguer tout ou partie de ses attributions en matière de gestion journalière à l'agent du Commissariat général aux relations internationales qui assure le secrétariat du Conseil en vertu de l'article 6, 3. du décret du 22 décembre 1982.

Art. 17. Le Conseil peut organiser en son sein des sections et leur confier des études préparatoires.

Les sections font rapport au Conseil sur leurs travaux.

Bruxelles, le 20 janvier 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre Président,

PH MOUREAUX

#### VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 375

20 JANUARI 1984. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap met betrekking tot de leden van de Hoge Raad van Walen en van Brusselaars van buitenaf en met betrekking tot de werking van deze Raad

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 december 1982 tot oprichting van de Hoge Raad van Walen en van Brusselaars van buitenaf;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met de Culturele Zaken en de Buitenlandse Betrekkingen,

Besluiten :

#### HOOFDSTUK I

*Duur van het mandaat en aanwijzingsmodaliteiten van de leden van de Raad*

Artikel 1. Het mandaat van de leden van de Raad aangewezen krachtens de artikelen 4 en 5 van het decreet van 22 december 1982 tot oprichting van de Hoge Raad van Walen en van Brusselaars van buitenaf bedraagt zes jaar. Dit mandaat is vernieuwbaar.

Art. 2. Met het oog op de aanwijzing van de leden waarvan sprake in artikel 5 van het decreet, worden de erkende verenigingen door de Minister tot wiens bevoegdheid de buitenlandse betrekkingen behoren, uitgenodigd om hem, voor de datum die door de Minister bepaald wordt, één of meerdere kandidaten voor te dragen voor de functies van effectief lid en plaatsvervangend lid.

Een kandidaat kan tegelijkertijd voorgedragen worden voor de functie van effectief lid en voor deze van plaatsvervangend lid.

De kandidaat voorgedragen voor een functie van effectief lid kan aangewezen worden als plaatsvervangend lid.

Art. 3. Wanneer moet voorzien worden in de vervanging van de effectieve of plaatsvervangende leden aangewezen krachtens artikel 5 van het decreet, nodigt de Minister tot wiens bevoegdheid de buitenlandse betrekkingen behoren, de erkende verenigingen uit om hem één of meerdere kandidaten voor te dragen voor de datum die door hem bepaald wordt.

Indien, op de datum waarvan sprake in alinea 1, het aantal voorgedragen personen kleiner is dan het dubbel van het aantal te begeven plaatsen, worden de erkende verenigingen daarvan op de hoogte gebracht door de Minister, die hen uitnodigt over te gaan tot bijkomende voordrachten voor de datum die hij bepaalt.

Indien, op de datum waarvan sprake in alinea 2, het aantal voorgedragen personen kleiner blijft dan het dubbel van het aantal te begeven plaatsen, wordt de aanwijzing opgeschort tot aan een latere vacature of tot aan de vernieuwing van de Raad.

De aangewezen persoon beëindigt bij vervanging van een lid het mandaat van zijn voorganger.

Art. 4. De Executieve duidt het effectief lid aan dat door elk plaatsvervangend lid moet vervangen worden.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de Raad*

Art. 5. De Hoge Raad van Walen en van Brusselaars van buitenaf is gevestigd bij het Commissariaat-Generaal voor de internationale betrekkingen.

Art. 6. Ingeval van verhindering van de voorzitter en van zijn plaatsvervanger, wordt de vergadering voorgezeten door de oudste ondervoorzitter, en, bij afwezigheid van deze, door de andere ondervoorzitter. In de andere gevallen wordt de vergadering voorgezeten door de oudste aanwezige.

Art. 7. De meerderheid van de leden moet aanwezig zijn om de vergadering te openen.

De voorzitter zal de vergadering verschuiven naar een andere dag of naar een ander uur wanneer hij vaststelt dat op het uur vastgesteld voor de vergadering de meerderheid van de leden van de Raad niet aanwezig is.

Art. 8. De meerderheid van de leden van de Raad moet aanwezig zijn om geldig te kunnen stemmen.

Indien aan deze voorwaarde niet voldaan is, verschuift de voorzitter de stemming of de stemmings naar de volgende vergadering die expliciet voor dit doeleinde wordt samengeroepen; de stemmings zijn dan geldig ongeacht het aantal van de aanwezige leden.

Art. 9. Elke resolutie wordt uitgevaardigd bij volstreekte meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen heeft de voorzitter de beslissende stem.

De verkiezingen en de voordrachten van de kandidaten worden gehouden bij geheime stemming.

Art. 10. De vergaderingen van de Raad zijn niet openbaar.

De voorwaarden waarin één of meer personen die geen lid zijn van de Raad gehoord worden, worden bepaald door de voorzitter.

Art. 11. Elk plaatsvervangend lid wordt op de hoogte gebracht van de vergaderingen van de Raad en mag eraan deelnemen. Behalve bij vervanging van een effectief lid, is een plaatsvervangend lid niet stemgerechtigd.

Elk effectief lid dat verhindert wordt aan een vergadering deel te nemen, brengt zijn plaatsvervanger evenals het secretariaat van de Raad daarvan op de hoogte.

Art. 12. De secretaris van het bureau van de Raad maakt bij elke vergadering de lijst op van de aanwezige of afwezige leden met melding van de redenen van afwezigheid die hem eventueel werden meegedeeld.

Art. 13. De voorzitter legt, desgevallend, de termijn vast waarbinnen de kandidaturen bij het bureau moeten ingediend worden.

Indien het aantal kandidaten gelijk is aan het aantal te begeven plaatsen, wordt of worden de kandidaat of kandidaten als verkozen uitgeroepen.

Art. 14. Het bureau kan slechts geldig vergaderen indien ten minste de helft van haar leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Een lid van het bureau kan zich laten vertegenwoordigen door een ander lid van het bureau, maar niemand kan over meer dan één volmacht beschikken.

Art. 15. De opdracht van het bureau van de Raad is :

- de agenda van de vergaderingen van de Raad opmaken;
- het onderzoek voorbereiden van de vragen die aan de Raad moeten voorgelegd worden;
- toezien op de uitvoering van de beslissingen van de Raad en, meer bepaald, op de mededelingen van de adviezen;
- alle bevoegdheden uitoefenen nodig voor de goede werking van de Raad.

Art. 16. Het bureau belast de secretaris met het dagelijkse beheer, dat door het bureau wordt bepaald.

Worden in elk geval beschouwd als werkzaamheden die deel uitmaken van het dagelijkse beheer : het ondertekenen van de gewone briefwisseling, de ontvangstmeldingen en bewijzen die verstrekt moeten worden aan de administraties van de posten, de douane en de spoorwegen, voor telegrammen, aangekonde brieven of brieven met aangegeven waarde, pakketten en waardestukken.

De handelingen die geen deel uitmaken van het dagelijkse beheer worden ondertekend door ofwel de voorzitter of een ondervoorzitter en de secretaris, ofwel door de voorzitter en een ondervoorzitter.

De secretaris kan een gedeelte of het geheel van zijn bevoegdheden inzake het dagelijkse beheer overdragen aan de beambte van het Commissariaat-Generaal voor de internationale betrekkingen die het secretariaat van de Raad waarneemt krachtens artikel 6, 3. van het decreet van 22 december 1982.

Art. 17. De Raad kan in haar schoot secties organiseren en hun voorbereidende onderzoeken toevertrouwen.

De secties brengen bij de Raad verslag uit inzake hun werkzaamheden.

Brussel, 20 januari 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister-Voorzitter,  
Ph. MOUREAUX

## VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 376

5 OKTOBER 1983. — Besluit van de Executieve houdende procedure van erkenning en sluiting van rust- en verzorgingstehuizen

De Vlaamse Executieve,

Gelet op artikel 59bis van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 5, § 1, I;

Gelet op de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging zoals gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 59 tot wijziging van artikel 5 van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, inzonderheid artikel 5;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, met het oog op rechtszekerheid, het dringend geboden is om de inrichtende machten van erkende rustoorden voor bejaarden en van ermee gelijkgestelde ziekenhuizen of gedeelten van ziekenhuizen in kennis te stellen van de procedure die moet gevolgd worden;

Op voordracht van de Gemeenschapsminister van Gezondheidsbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Basisregelen*

Artikel 1. § 1. De bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, verder in dit besluit « erkenning » genoemd, kan worden toegekend aan een instelling die voldoet aan de normen en past